



Conférence Migration & Économie

L'accueil et l'accompagnement vécus de l'intérieur

Avant j'étais travailleur social. Je suis devenue « sociale » le 14 novembre 2016 en arrivant au CHUM de Bernes sur Oise. Naïvement, j'ai été surprise de voir que personne ne parlait français. Dans les différents services où j'ai travaillé avant, une grande majorité des personnes étaient issues de l'immigration mais toutes venaient de pays francophones.

Le premier jour, je n'ai rien compris ! Et puis, j'ai appris l'anglais, les mots asylum, appointment, wait, lawyer... Surtout le mot wait. J'utilise ce mot tous les jours, plusieurs fois par jour. Wait pour l'entretien à l'OFPRA, wait pour la réponse de l'OFPRA, wait pour la date d'audience du recours d'arrêté de transfert, wait parce que l'OFII n'a pas versé l'ADA... Alors ils « wait ». **Je pourrais vous parler de Nasir qui a attendu 7 mois son entretien OFPRA alors que tous les autres avaient déjà eu leur réponse ou de Mamoudou qui attend depuis 5 mois alors qu'il est en procédure dite « accélérée ».**

Et à Bernes il n'y a pas grand-chose à faire en attendant. Nos locaux sont au sein d'un centre de formation de l'AFPA. Il y a bien un terrain avec des restes de cages de foot, mais, à moins d'avoir envie de se tordre la cheville il vaut mieux l'éviter. Il y a bien des espaces de verdure, où les résidents ne risquent pas de se faire mal en jouant au foot ou au volley, où la pelouse est bien tondue, mais cela déconcentre les stagiaires de l'AFPA. Alors il y a la télé et internet. Parce que géographiquement parlant la structure se situe au milieu des champs. La route la plus proche est à 2.5 km et le centre ville (avec gare) le plus proche à 5.5km. Ceux qui le peuvent investissent dans un vélo, ou le fabriquent. Oui parce qu'avec 2 ou 3 carcasses de vélos ils font un vélo en état de fonctionnement. Malheureusement ils n'ont pas d'anti-vol assez solides et reviennent de temps en temps à pieds car des « ali baba » sont passés par là. Alors ils font comme les autres, ils marchent. **Je pourrais vous parler de Filmon qui pendant plusieurs mois a marché 2 heures chaque jour (sans compter les temps de transports) pour se rendre à l'université.**

Certains apprennent le français. Mais c'est compliqué. Compliqué parce qu'avant j'avais le temps de leur faire cours de français quelques demi-journées par semaine. Compliqué parce que la seule bénévole qui s'est vraiment investie est actuellement en soins palliatifs. Compliqué parce qu'il y a bien le secours catholique de Persan mais ils n'ont pas de place pour tout le monde. Pour les autres, c'est compliqué parce qu'ils n'ont jamais été à l'école dans leur pays. Ou c'est compliqué parce que leur vie est compliquée et que leur tête sature. Et puis quand on est « Dublin » ça sert à quoi ? On ne sait pas où on sera dans 6 mois. Et puis quand on est en procédure normale on n'a pas la garantie que l'OFPRA donnera une réponse positive. Alors on attend la réponse de l'OFPRA. Après lorsqu'enfin on a « le Saint Graal », les papiers pour 1 an ou pour 10 ans, une autre attente commence. Jusqu'à maintenant les personnes ne parlant pas du tout français avait droit à 200 heures de formation linguistique. Autant vous dire que lorsqu'elles sortaient de cette formation elle n'avaient pas un niveau de français suffisant pour être employable. Et pire, elles n'avaient même pas un niveau suffisant pour accéder à d'autres formations linguistiques! **Je pourrais vous parler d'Ahmad qui après ses 200 heures n'a pas pu intégrer d'organisme de formation proposant des cours de français car il n'avait pas le niveau requis.**

Marion Jeffroy, travailleuse sociale de l'HUDA de Bernes-sur-Oise

A mon arrivée, toutes les personnes accueillies venaient d'arriver en France et n'avaient pas encore déposé leur demande d'asile auprès de la préfecture. Les personnes venaient directement des lieux de mise à l'abri types gymnases. Presque toutes les personnes ont été placées en procédure dite « normale ». Ces personnes avaient le droit aux CMA (Conditions Matérielles d'Accueil) de l'OFII, c'est-à-dire une adresse de domiciliation, une allocation de demandeur d'asile et une place en hébergement. Mais avec le temps j'ai vu de plus en plus de personnes en procédure « Dublin ». Avec le temps, j'ai dû expliquer à des personnes que le rendez-vous qu'elles avaient à la préfecture était important. Que si elles n'y allaient pas elles seraient placées « en fuite » mais que si elles y allaient elles seraient probablement mises en « deport center » pour être renvoyées dans l'Autre pays européen. Celui qui leur avait déjà refusé l'asile, ou celui dans lequel elles n'avaient pas demandé l'asile mais où on leur avait pris leurs empreintes de force. **Je pourrais vous parler de Shirahmad, le 1er à qui j'ai dû expliquer tout ça et pour qui je me suis inquiétée toute la journée de savoir s'il allait revenir de ce fameux rendez-vous ou non.**

Avec le temps, j'ai accompagné de plus en plus de personnes « en fuite ». **Je pourrais vous (re)parler de Wahid, qui a été mis en centre de rétention puis transféré vers la Norvège puis en Afghanistan.** Avec le temps, j'ai vu de plus en plus de personnes en procédure Dublin qui avaient été transférées (bien souvent en Italie) mais qui étaient revenues en France car une fois arrivées dans le pays en question on les menaçait de les mettre en prison. Avec le temps, de plus en plus de ces personnes étaient à nouveau placées en procédure Dublin en revenant en France. Avec le temps, de plus en plus de ces personnes avaient à nouveau un arrêté de transfert. **Je pourrais vous parler de Abdulmalek. J'ai assisté à son rendez-vous à la préfecture où le traducteur lui expliquait qu'il devait à nouveau repartir en Italie. J'ai vu son incompréhension et son énervement qu'il avait du mal à dissimuler car il était déjà reparti en Italie et l'Italie n'avait pas voulu de lui.**

Avec le temps j'ai compris que l'Europe était très joueuse. Son sport favori étant le ping-pong. « Je t'envoie un migrant, hop je le récupère, je te le renvoie, hop je le récupère ». Ces Hommes vivent comme ça pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, en suspend. Ils attendent une réponse qui déterminera la suite de leur existence, ce qu'ils deviendront... où ils habiteront... Cela ne vous étonnera donc pas si je vous dit qu'avec le temps j'ai vu de plus en plus de personnes souffrant de troubles psychologiques, voire psychiatriques pour certains. **Je pourrais ainsi vous parler de Léopold ou de Idriss. Idriss qui a un traitement dont même le médecin de la PASS n'a jamais vu ça. Idriss qui vient tous les jours dans mon bureau pour que je lui remplisse son pilulier.**

Et avec le temps la loi a changé. Depuis le 1er janvier je ne suis plus sociale dans un CHUM mais dans un HUDA. C'est-à-dire qu'on ne peut accueillir que les personnes qui ont les CMA. C'est-à-dire que les personnes doivent acheter elles mêmes leur nourriture alors qu'avant le prix de journée incluait les 3 repas à la cantine de l'AFPA. C'est-à-dire que ces personnes doivent acheter exclusivement des boîtes de conserve car nous n'avons pas de cuisine. C'est-à-dire que les autres doivent quitter le centre. C'est-à-dire que sur 35 personnes, 18 personnes ne répondent plus aux critères d'admission. C'est-à-dire que je cherche des solutions d'hébergement pour 18 personnes qui seront à la rue le 31 mars.



L'accueil et l'accompagnement vécus de l'intérieur

Marion Jeffroy, travailleuse sociale de l'HUDA de Bernes-sur-Oise

C'est-à-dire que j'ai dû annoncer à ces personnes « oui je sais que vous êtes réfugiés et que vous avez des papiers, que vous êtes demandeurs d'asile et que vous avez un récépissé, et que depuis le mois de juillet je cherche des solutions pour vous mais malheureusement vous n'êtes pas les seuls alors vous allez devoir partir et surement dormir à la rue ». Je pourrais vous parler de Salah qui a dit « no problème, porte de la Chapelle, la police et un autre camp », mais à qui j'ai essayé d'expliquer que la loi avait changé et que pour l'instant rien n'était prévu pour toutes ces personnes qui allaient repeupler les trottoirs parisiens. C'est-à-dire qu'on est désolé pour eux, alors qu'on y est pour rien, parce qu'on est pas d'accord avec tout ça mais que le minimum auquel ils ont droit on veut leur donner et bien.

Mais être « sociale » à Bernes c'est aussi tous ces sourires que je vois au quotidien, s'est se faire féliciter quand la France devient championne du monde, c'est se faire offrir des noix par des afghans aux doigts marrons d'en avoir trop ouvertes. C'est voir Mansoor partir à son entretien OFPRA avec un T-shirt et un tour du coup aux couleurs de la France, c'est entendre le générique de la petite maison dans la prairie alors qu'on est au téléphone avec un partenaire, c'est avoir des nouvelles des anciens, même s'ils sont retournés en Afghanistan. C'est voir les résidents faire des bonhommes de neige à mains nues. C'est voir des résidents tellement s'ennuyer, couper une haie aux ciseaux ou balayer la route pour enlever la fine pellicule de neige en tong... Les tongs... on jardine en tong aussi ! Pas juste pour aller cueillir les radis, non, pour retourner la terre ; c'est pratique ! Tong ou chaussons... aux choix !

Etre « sociale » à Bernes c'est aussi ne pas respecter le secret professionnel car on a besoin de traducteur et que c'est système D entre les résidents. Etre « sociale » à Bernes c'est voir le décalage entre ce que disent les médias et ce que pensent les résidents de la France. Parce que selon eux les « french people » sont « good » et en France il n'y a pas de racistes.

C'est voir Riyad revenir le lundi, comme tous les lundi depuis quelques temps, de la préfecture où il se rend pour signer un papier pour prouver qu'il est bien là, pas en fuite. Alors même que son recours contre son 2ème arrêté de transfert vers l'Italie vient d'être annulé par le Tribunal Administratif de Cergy, car il manquait un document que la préfecture n'avait pas fourni, mais que cette même préfecture il y a 2 semaines avait dit « ok pas de problème il est toujours en Dublin le temps qu'on se procure ce document » afin de bien faire appliquer l'arrêté de transfert malgré tout. Et que là ce lundi alors que je lui demande comment ça s'est passé à la préfecture il me répond que son dossier est OK. Que je ne comprend pas trop ce qu'il veut dire, enfin je n'ose pas comprendre, mais que je me réjouis pour lui en apercevant un bout de son dossier OFPRA et que je me réjouis encore plus quand je me rend compte qu'il va pouvoir à nouveau bénéficier des CMA.

C'est aussi dire à Fofana que le courrier qu'il me montre est un arrêté de transfert pour l'Espagne, et qu'il me répond « pas de problème ». Que je lui demande surprise s'il va y aller, qu'il me répond non, que je lui explique que ça va être compliqué pour lui en France sans papier, sans argent surtout avec la nouvelle loi. Alors ça fuse dans ma tête, résilience ou résignation ? Comment font-ils pour garder espoir ?

Et que pour toute réponse il me dit : « Dieu est grand »...